

Vannes, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL MELEC PENN YAR**

Le Menton  
56420 PLUMELEC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SARL MELEC PENN YAR implanté Le Menton 56420 PLUMELEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MELEC PENN YAR
- Le Menton 56420 PLUMELEC
- Code AIOT : 0055602733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles en autorisation, IED.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fertilisation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	3 mois
16	Transfert d'effluent	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 -IV	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs autorisés	Arrêté Préfectoral du 04/03/2016, article 1	Sans objet
2	Stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
3	Étanchéité des ouvrages de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
4	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe I – V	Sans objet
5	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
6	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
7	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
8	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
9	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-I	Sans objet
10	Période d'épandage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3.1.1	Sans objet
11	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
12	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
13	Déclaration annuelle des flux d'azote (DFA)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet
15	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de compostage n'est pas justifiée : absence de bordereaux de transfert.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL MELEC PENN YAR , titulaire de l'autorisation, est autorisée à exploiter, par récépissé de déclaration de succession délivré le 23 octobre 2024, au lieu-dit «Le Menton » 56420 PLUMELEC un élevage de 115 000 emplacements de poulets de chair.
<b>Constats :</b> Mise en place au maximum de 81 564 poulets de chair.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Stockage d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> La SARL MELEC PENN YAR exploite des volailles sur paille. L'élevage ne dispose pas de fosse . Les eaux de lavage des bâtiments sont évacués avec les fumiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Étanchéité des ouvrages de transfert d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
<b>Constats :</b> Pas de collecte d'effluents liquides donc absence de canalisations sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Calcul du 170 kg/SAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe I – V
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité d'azote totale contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est inférieure ou égale à 170 kg d'azote. Cette limitation s'applique sans préjudice du respect de l'équilibre de la fertilisation à l'échelle de l'ilot cultural et des limitations d'azote définies au I et au III de la présente annexe et sans préjudice du respect des surfaces interdites à l'épandage. La quantité d'azote totale contenue dans les effluents d'élevage pouvant être épandue annuellement par hectare de surface agricole utile est égale à la quantité d'azote totale contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation divisée par la surface agricole utile. Les quantités d'azote utilisées dans le calcul de la quantité d'azote total contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation sont exprimées en azote total.
<b>Constats :</b> En 2023, la pression azotée était de 104uN/ ha SAU.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Absence de collecte d'effluents liquides. Les eaux de lavage sont évacuées avec les fumiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Capacités de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Les fumiers sont compostés et stockés sous un hangar. Trois lots de poulets peuvent être stockés sous le hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas observé de rejets directs d'effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas observé de rejets d'effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Équilibre de la fertilisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise lui-même son plan de fumure prévisionnel. Il utilise les grilles de l'arrêté préfectoral établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Période d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> L'annexe 1 indique, pour chaque type de cultures et chaque type de fertilisants, les périodes d'interdiction d'épandage renforcées au niveau régional. L'épandage des effluents bruts est par ailleurs interdit toute l'année les dimanches et jours fériés. Les périodes d'interdiction d'épandage fixées dans le calendrier régional s'appliquent aux apports azotés de toutes origines (industrielles, agricoles et urbaines) Les types de fertilisants azotés sont définis par l'arrêté national du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions à mettre en oeuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Le préfet de département pourra fixer des modalités particulières temporaires dans les conditions fixées par l'article R211-21-5 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Les dates d'épandage indiquées dans le cahier d'épandage respectent les périodes d'interdiction d'épandage renforcées au niveau régional.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Cahier d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<b>Constats :</b> Le cahier d'épandage comporte pour chacune des parcelles les éléments indiqués dans la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage.</p> <p>Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'identification des surfaces réceptrices</li><li>- les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus</li><li>- les quantités d'azote correspondantes.</li></ul> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> La reprise des bâtiments d'élevage a été actée en date du 23 octobre 2024.</p> <p>Le cahier de fertilisation 2024, défini au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011, remplit les obligations définies au présent article et remplace les bordereaux de livraison.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Déclaration annuelle des flux d'azote (DFA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.</p> <p>En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage.</p> <p>La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans sa déclaration de changement d'exploitant, la SARL MELEC PENN YAR indique avoir repris l'élevage le 19/04/2022.</p> <p>Ainsi, le 20/09/2023, la SARL MELEC PENN YAR a réalisée sa première déclaration annuelle des flux d'azote.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Rapportage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
<b>Constats :</b> La consommation d'eau n'est pas mentionnée dans la déclaration
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La consommation d'eau de l'élevage effectuée sur l'année 2024 devra être indiquée dans la déclaration des émissions polluantes 2025
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Vérification des MTD ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bref IRPP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. II. Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son dossier de réexamen en date du 23/11/2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Transfert d'effluent**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 -IV
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Enregistrement des pratiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas de transfert de fertilisant azoté issu des animaux d'élevage, un bordereau de transfert cosigné par le producteur des effluents et le destinataire est établi. Il comporte les volumes par nature d'effluents, les quantités totales d'azote transférées et la date du transfert.
<b>Constats :</b> Absence de bordereau de transfert.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre les bordereaux de transfert de compost vers TERRIAL. Justifier la valeur azotée du compost.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois